

## Les conséquences de la rupture des relations diplomatiques

# L'Iran veut arrêter et juger comme espions les diplomates français à Téhéran

### L'échec d'une politique

Il aura donc fallu un peu plus de deux semaines pour anéantir le long processus de normalisation franco-iranien engagé par le gouvernement de M. Chirac au lendemain de la victoire électorale, saluée par l'Iran, de mars 1986. Si la rupture était devenue inévitable depuis quelques jours, on peut toutefois s'interroger sur les raisons d'un tel emballement. Pourquoi le ministre de l'intérieur a-t-il, à un moment donné, pris le dessus sur la présidence du Quai d'Orsay en conduisant à la hausse une politique de fermeté qui aurait dû prévaloir depuis longtemps ? Pourquoi les compromis sont-ils devenus impossibles, alors que depuis seize mois les pertes pas de la diplomatie française avaient permis la libération de cinq otages ? Pourquoi le prix payé pour ce résultat est-il devenu tout à coup inacceptable ?

Le fait que l'Iran appuie, sinon commande, des actions terroristes que la communauté internationale réprovoque n'est pas une découverte. L'optimisme affiché par le nouveau gouvernement français était fondé sur des promesses ambiguës aux élections, ou relevait-il seulement d'une mauvaise appréciation des complexités iraniennes ? La déception officiellement manifestée en décembre dernier par M. Jean-Bernard Raimond lors de la libération d'un seul otage français, alors que visiblement Paris en attendait deux, a-t-elle suffi à faire hésiter M. Chirac dans le camp de ceux qui considéraient tout accord avec l'Iran comme définitivement impossible ? Le premier ministre s'est-il lassé de gestes non payés de retour ?

A toutes ces questions, nul n'a encore répondu. Et beaucoup de zones d'ombre demeurent sur les tractations engagées avec l'Iran.

La rupture, aujourd'hui presque unanimement saluée par la classe politique (avec un bémol pour le PCF), prend des allures de soulagement général et, en même temps, de contestable fierté cocardière. C'est maintenant, pourtant, que risquent de se poser les vrais problèmes. Quelle stratégie compte adopter Paris face aux menaces en tous genres qui ne manqueront pas de peser sur les intérêts français ? Le gouvernement a-t-il pris l'exacte mesure des conséquences de sa rupture, qui pourraient aller jusqu'à un affrontement militaire si l'Iran attaquait des bâtiments français dans le Golfe ?

Le revirement français mérite d'autant plus une explication crédible et complète que M. Mitterrand et M. Chirac ont, à de multiples reprises, précisé que l'Iran était un « grand pays ami », au même titre que l'Irak. Un message refusé de toute évidence par les autorités iraniennes, dont la principale préoccupation a toujours été d'obtenir l'arrêt de l'appui accordé par la France à Bagdad. Pour ne pas l'avoir compris ou admis assez tôt, les autorités françaises n'ont pas craint de se compromettre dans des négociations douzeuses, pour aboutir aujourd'hui à une rupture avec l'Iran, qui — quoi qu'on en dise — consacre l'échec d'une politique.

Le ministère iranien de l'intérieur a déclaré, le samedi 18 juillet, que les diplomates français à Téhéran étaient des espions, qui seront arrêtés et jugés par les tribunaux islamiques.

L'ambassade de France dans la capitale iranienne est encerclée par les gardiens de la révolution, qui en autorisent cependant le ravitaillement.

Les autorités françaises s'attendaient à devoir faire face à des représailles iraniennes et à de grandes difficultés pour rapatrier en France la totalité du personnel français en poste à Téhéran. A Beyrouth, un correspondant se réclamant du Djihad islamique a annoncé le prochain meurtre de deux otages français, mais l'appel n'a pas été authentifié.

- Lire pages 3 et 4
- Les réactions en France et à l'étranger.
  - Les menaces contre les otages au Liban.
  - La réplique de Téhéran.
  - Les relations commerciales au point mort.



## Le début d'une longue épreuve

La rupture des relations diplomatiques avec Téhéran ne marque pas la fin d'une crise mais le début d'un nouvel épisode qui pourrait être « long et pénible ». Telle est l'opinion qui prévaut dans les milieux dirigeants français moins de vingt-quatre heures après que MM. Mitterrand et Chirac eurent pris la décision de rejeter l'ultimatum iranien et de prendre de vitesse Téhéran dans la course à la rupture.

Dès vendredi, les experts français évaluaient « les points de vulnérabilité » de la politique de Paris. Le premier concerne, bien sûr, les diplomates français encore en poste à Téhéran, et tout particulièrement M. Paul Torri, premier secrétaire à l'ambassade, dont les autorités iraniennes veulent clairement faire le pendant de M. Wahid Gerdji, l'interprète toujours réfugié à l'intérieur de l'ambassade iranienne à Paris, que le juge Boulogne veut entendre dans l'enquête sur les filières iraniennes du terrorisme.

En principe, les autorités françaises voulaient que le rapatriement des diplomates des deux pays se fasse dans les cinq jours.

C'est en tout cas ce qui a été dit vendredi après-midi à M. Hadadi, chargé d'affaires iranien, qui avait été convoqué au Quai d'Orsay. En réalité, on ne se faisait pas trop d'illusions à Paris, et on se doutait bien que des difficultés allaient surgir au moins à propos des cas de MM. Torri et Gerdji. Téhéran exige toujours, en effet, que M. Gerdji soit traité en diplomate, ce que Paris refuse puisqu'il n'a jamais été déclaré comme tel au Quai d'Orsay.

La rupture des relations diplomatiques ne va pas forcer M. Gerdji à quitter les locaux de l'ambassade, qui conservent leur immunité diplomatique et qui devraient logiquement être placés sous la garde d'une ambassade amie de l'Iran. Samedi, en fin de matinée, Téhéran n'avait cependant désigné aucun pays pour représenter ses intérêts. La France, en revanche, avait demandé dès vendredi à l'Italie de la représenter à Téhéran, ce que Rome a tout de suite accepté.

JACQUES AMALRIC.  
(Lire la suite page 4.)

## M. Carignon appelle les préfets à la vigilance

# Les leçons du Grand-Bornand

M. Alain Carignon, ministre délégué chargé de l'environnement, a demandé à tous les préfets de redoubler de vigilance dans la surveillance des campings installés le long des cours d'eau. Trois campings sauvages ont d'autre part été évacués dans l'Isère. Ces mesures interviennent un lendemain de la démission de M. Renaud Vié Le Sage, délégué aux risques majeurs, qui reproche au gouvernement d'étudier ses responsabilités dans la catastrophe du Grand-Bornand.

« Le lendemain de la catastrophe du Grand-Bornand, M. Chirac m'avait demandé de ne pas répondre aux questions de la presse pour ramener la sérénité dans le débat. J'ai obéi en refusant dix-sept interviews. Mais quand j'ai entendu les propos du premier ministre, qualifiant le sinistre d'imprévisible, j'ai estimé qu'on insultait la mémoire des

disparus et que je ne pouvais plus continuer ma tâche. »

C'est en ces termes que M. Renaud Vié Le Sage, délégué aux risques majeurs, a entamé la conférence de presse qu'il a donnée à Paris, vendredi 17 juillet, pour justifier sa démission. Professeur de chimie à l'université Paris-VII, M. Vié Le Sage a été, de 1981 à 1985, l'adjoint de M. Haroun Tazieff, délégué aux risques majeurs, avant d'occuper lui-même ce poste. Son service, naguère rattaché au cabinet du premier ministre, était passé sous l'autorité de M. Carignon en mars 1986.

Depuis lors, la petite équipe d'une quinzaine de personnes, mettant en œuvre la politique de prévention des risques naturels, avait l'impression que l'on doutait de sa mission. Ses crédits avaient été amputés de moitié en 1987, et elle se demandait s'ils seraient

renouvelés en 1988. Voilà quelques semaines, elle avait appris qu'elle allait disparaître en tant que telle pour se fondre dans les structures ordinaires du ministère de l'environnement. La catastrophe du Grand-Bornand et la polémique à laquelle elle a immédiatement donné lieu ont servi de révélateur au malaise qui couvait.

En remettant sa démission au président de la République, le délégué aux risques majeurs a voulu également rétablir publiquement ce qu'il considère comme la vérité des faits. Le plan d'exposition aux risques (PER) du Grand-Bornand, a-t-il rappelé, a été prescrit par le préfet de Haute-Savoie en mars 1985, et il avait fait l'objet d'une délibération du conseil municipal.

MARC AMBROISE-RENDU.  
(Lire la suite page 6 ainsi que nos informations page 14.)

## « Suzanna Andler », de Marguerite Duras

# A voix basse, à voix haute...

Marguerite Duras est à Avignon avec une pièce inédite — *Suzanna Andler*, jouée au Théâtre du Chien-qui-fume. Elle y associe la face cachée du réel et l'énoncé des douleurs les plus communes.

Entendre la voix de Marguerite Duras fait toujours un coup au cœur. Nous avons la chance de l'entendre, parce que Marguerite Duras a permis à Dominique Paquet de jouer *Suzanna Andler*. Marguerite Duras avait rangé sa pièce dans un bahut parce qu'elle en a écrit, sur le même canevas, une autre, qu'elle a appelée *Vera Baxter*. Pour cette présentation de *Suzanna Andler*, elle a enregistré quelques pages nouvelles, que nous entendons sur bande magnétique. Voix saisissante, voix d'une enfance insatiable, voix qui a l'odeur de la mer et le couleur blanche de lever du jour qui éclaire de biais les femmes de Vermeer dans l'angle de leurs fenêtres. Voix dont la pureté ne peut qu'empoigner ceux qui lisent

ou viennent de lire le dernier livre, si beau, de Marguerite Duras, *La Vie matérielle*.

*Suzanna Andler*, c'est d'abord, comme *Vera Baxter*, une villa de vacances, au bord de la mer, vide, hors saison. L'âme d'un tel lieu, ce n'est pas ce que disent ses murs, ses chaises, ses petites cuillères dans le buffet, l'âme d'un lieu, ce sont les cris des enfants qui courent aux mois d'été, et la tartine de beurre avec une barre de chocolat que l'on descend sur la plage après le bain, et les petits vélos jetés par terre comme d'habitude, et la mère qui lance un œil sur son monde, du haut de la falaise.

Quand ce ne sont pas les vacances, la villa est un lieu qui n'a plus d'espace ni de temps. Un lieu sans mémoire non plus, car les enfants de l'été ne sont pas ceux de la maison, leur demeure vraie est ailleurs, dans une ville. C'est parce que la vie est ici absente, et c'est pour avoir du temps, aussi, devant elle, que


*Suzanna Andler*, sous le prétexte de louer cette villa, s'y est enfermée pour se tuer.

Elle a ouvert les fenêtres, pour avoir de l'air. A travers les persiennes qu'elle a laissées closes, entrent, très fort, les sautes du vent, les chocs et friselis des vagues contre le sable, les cris des mouettes, ceux plus secs des courils, et même le bruit sourd, continu, des abeilles pour peu qu'en ces premiers jours du printemps il y ait, dans le jardin de la villa, un abricotier en fleur.

Les abeilles sont l'un des anciens êtres vivants, sur cette terre. Il y en a, gravées ou peintes, dans des grottes de la préhistoire. Sans remonter jusque-là, Marguerite Duras, entendant ces bruits et cris qui traversent les siècles, songe à ceux du Moyen Âge, aux femmes restées seules pendant que leurs époux font la guerre aux Musulmans.

MICHEL COURNOT.  
(Lire la suite page 7.)

## Zoé OLDENBOURG



### Les Amours égarées

roman

## GALLIMARD *nrf*

سوزانا اندلر



Après la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran

La rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran pourrait être éternisée, le lundi 20 juillet, au cours de la réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE, bien que la coopération politique ne soit pas à l'ordre du jour. Mais, a précisé un porte-parole de la Commission, « cela n'exclut pas des discussions sur ce sujet pendant le déjeuner ou dans des circonstances exceptionnelles ».

La rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran, a été annoncée par le ministre iranien des affaires étrangères, M. Mottashami, le 18 juillet. Le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Rothman, n'a rien voulu ajouter à cette brève déclaration. De même, à Londres, le Foreign Office, dont les relations avec l'Iran se limitent à l'exécution des affaires courantes, avec un diplo-

mate de chaque côté, exprimait laconiquement sa « sympathie » à la France. A Bonn, un porte-parole ouest-allemand s'est refusé à tout commentaire en soulignant qu'il s'agissait d'une affaire bilatérale. Au Proche-Orient, tous les pays arabes et Israël ont fait état de cette rupture. La Syrie elle-même, le seul allié de Téhéran au sein de la Ligue arabe, l'a rapidement annoncée. La plupart des agences et des radios nationales s'en tiennent à une explication de la genèse et du développement de la crise. Seule la radio israélienne s'est risquée à envisager l'avenir. Elle a évoqué l'occupation de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et la prise en otage de 1979 à 1981 de ses occupants, laissant entendre que les diplomates français à Téhéran pourraient connaître le même sort.

La prudence des gouvernements arabes, en particulier ceux du Golfe, tout comme le fait que le vendredi soit jour de repos dans toute la région, explique l'absence de réactions officielles immédiates. En Jordanie - un pays proche de l'Irak, mais qui tente depuis plusieurs mois de rapprocher celui-ci de la Syrie - le ministre des affaires étrangères, M. Taber el Masri, a toutefois été le premier dirigeant arabe à commenter la décision française, la qualifiant de « courtoise » et la justifiant par « les attaques et les provocations répétées de l'Iran ».

Téhéran : M. Gordji ne doit pas devenir un otage de Paris

Quelques heures après la décision de la France de rompre ses relations diplomatiques avec l'Iran, Téhéran a annoncé une mesure analogue en accusant Paris d'avoir violé la convention de Vienne sur la protection des diplomates.

Le président du Majlis, qui est en même temps le président du Conseil supérieur de défense, a, en outre, affirmé que le différend diplomatique qui oppose Téhéran à la France et à la Grande-Bretagne, était indissociable de la guerre Iran-Irak.

Le porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères a affirmé que la France était seule responsable de cette situation, ajoutant : « Devant l'insistance de la France à contrevenir à la convention de Vienne, le ministère des affaires étrangères a décidé de rompre les relations diplomatiques avec Paris ». Il a précisé que cette mesure avait été prise à la suite « des demandes fréquemment exprimées par la République islamique d'Iran pour le respect des conventions diplomatiques par le gouvernement français, et la poursuite du siège de l'ambassade à Paris en violation flagrante de ces mêmes conventions ».

Le président du Majlis, qui est en même temps le président du Conseil supérieur de défense, a, en outre, affirmé que le différend diplomatique qui oppose Téhéran à la France et à la Grande-Bretagne, était indissociable de la guerre Iran-Irak. « Il est plus doux pour eux de tuer ou d'emprisonner des militaires américains que des Irakiens », a-t-il dit, ajoutant : « Si les Etats-Unis et leurs alliés, la France et la Grande-Bretagne, commentent des actes sataniques dans le Golfe en y mettant le feu, la fumée de cette guerre atteindra le peuple américain, les alliés de Washington et les pays riverains. Toutes les initiatives récentes contre l'Iran ont pour but de consolider le pouvoir en Irak, mais nous ne les laisserons pas faire et nous attendons avec impatience le jour où ils seront tenus de commettre une bêtise dans le Golfe ».

Le porte-parole de Téhéran s'est référé par ailleurs au cas de M. Wahid Gordji, le fonctionnaire réfugié dans l'ambassade de la République islamique à Paris afin d'éviter de répondre à une convocation de la justice française. « M. Gordji ne doit pas devenir un otage de la France. Il est couvert par l'immunité diplomatique, et toute violation de son statut provoquerait des représailles de notre part », a-t-il ajouté. Il a établi un

parallèle avec le cas du premier secrétaire de l'ambassade de France à Téhéran accusé depuis mardi d'espionnage et de trafics par les autorités iraniennes, soulignant que l'Iran fera jouer la « réciprocité » en « répondant à toutes les violations de la convention de Vienne par la France ».

« Les membres de l'ambassade sont des espions »

Le ministre iranien de l'intérieur, l'Abdolkarim Ali Akbar Mottashami, a accusé, le samedi 18 juillet, les membres de l'ambassade de France à Téhéran d'être des espions, et a déclaré que « la police encerclait l'ambassade pour les arrêter et les conduire devant la justice », selon l'agence officielle iranienne Iran, repue à Paris.

Approbation dans les milieux politiques mais le PCF demande la reprise du dialogue

Personne, dans les milieux politiques, ne critique la décision prise conjointement par M. Mitterrand et M. Chirac. A droite, le RPR, par la voix de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, a souligné que « l'on ne peut qu'approuver la position de fermeté du gouvernement de Jacques Chirac ».

Le ministre a accusé les membres de l'ambassade de France à Téhéran d'être des espions, et a déclaré que « la police encerclait l'ambassade pour les arrêter et les conduire devant la justice », selon l'agence officielle iranienne Iran, repue à Paris.

Le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, estime que la rupture des relations diplomatiques entre la France et l'Iran « consacre une situation de fait ».

Des échanges au point mort

Avant la rupture des relations diplomatiques, les échanges commerciaux entre la France et l'Iran étaient pratiquement revenus au point mort. En 1986, ils avaient chuté, les exportations françaises vers l'Iran diminuant à 678 millions de francs contre 1 419 millions de francs en 1985 (- 52 %).

Le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Valéry Giscard d'Estaing, a déclaré, pour sa part, de réunir celle-ci pour entendre les explications du gouvernement sur sa décision et ses conséquences. La date de cette audition n'est pas encore fixée.

Beyrouth : menace sur les Français détenus

Les familles de cinq otages français détenus au Liban devaient être reçues le samedi 18 juillet par M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des affaires étrangères, « pour faire le point de la situation ».

Dans l'heure qui a suivi la rupture, un communiqué censé provenir du Djihad islamique annonçait le prochain meurtre de MM. Carton et Fontaine, les deux diplomates français parmi ces six otages.

BEYROUTH de notre correspondant

Dès l'annonce de la rupture par la France des relations diplomatiques avec l'Iran, la réaction a été immédiate à Beyrouth et se résume à une question : les otages français en subiront-ils les conséquences ?

France : les premiers en raison de leur intervention navale dans le Golfe

En à un moment où Damas n'avait rien à lui refuser. Dans un premier temps, l'hostilité française de l'Iran à l'Occident, qui s'exprimait à coups de camions piégés, avait parfaitement correspondu avec les intérêts de la Syrie, qui cherchait à se débarrasser de la force multinationale.

M. Le Pen : « Liquider le gouvernement iranien »

A l'extrême droite, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, « regrette que le gouverne-

M. Le Pen : « Liquider le gouvernement iranien »

A l'extrême droite, le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, « regrette que le gouverne-

M. Mohtashami : « nous croyons que les Etats-Unis et les satellites occidentaux ne cherchent en aucune façon une guerre avec la République islamique d'Iran »

Personne, dans les milieux politiques, ne critique la décision prise conjointement par M. Mitterrand et M. Chirac. A droite, le RPR, par la voix de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, a souligné que « l'on ne peut qu'approuver la position de fermeté du gouvernement de Jacques Chirac ».

M. Mohtashami : « nous croyons que les Etats-Unis et les satellites occidentaux ne cherchent en aucune façon une guerre avec la République islamique d'Iran »

Personne, dans les milieux politiques, ne critique la décision prise conjointement par M. Mitterrand et M. Chirac. A droite, le RPR, par la voix de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, a souligné que « l'on ne peut qu'approuver la position de fermeté du gouvernement de Jacques Chirac ».

M. Mohtashami : « nous croyons que les Etats-Unis et les satellites occidentaux ne cherchent en aucune façon une guerre avec la République islamique d'Iran »

Personne, dans les milieux politiques, ne critique la décision prise conjointement par M. Mitterrand et M. Chirac. A droite, le RPR, par la voix de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, a souligné que « l'on ne peut qu'approuver la position de fermeté du gouvernement de Jacques Chirac ».

M. Mohtashami : « nous croyons que les Etats-Unis et les satellites occidentaux ne cherchent en aucune façon une guerre avec la République islamique d'Iran »

Personne, dans les milieux politiques, ne critique la décision prise conjointement par M. Mitterrand et M. Chirac. A droite, le RPR, par la voix de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, a souligné que « l'on ne peut qu'approuver la position de fermeté du gouvernement de Jacques Chirac ».

M. Mohtashami : « nous croyons que les Etats-Unis et les satellites occidentaux ne cherchent en aucune façon une guerre avec la République islamique d'Iran »

Personne, dans les milieux politiques, ne critique la décision prise conjointement par M. Mitterrand et M. Chirac. A droite, le RPR, par la voix de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, a souligné que « l'on ne peut qu'approuver la position de fermeté du gouvernement de Jacques Chirac ».

M. Mohtashami : « nous croyons que les Etats-Unis et les satellites occidentaux ne cherchent en aucune façon une guerre avec la République islamique d'Iran »

Personne, dans les milieux politiques, ne critique la décision prise conjointement par M. Mitterrand et M. Chirac. A droite, le RPR, par la voix de son secrétaire général, M. Jacques Toubon, a souligné que « l'on ne peut qu'approuver la position de fermeté du gouvernement de Jacques Chirac ».

endance birman

VEMENTS MARC



Handwritten text in Arabic script: سكرتير الاعلام

















REPÈRES

Acier

Baisse de la production française en 1986

Selon la Chambre syndicale de la sidérurgie française, la production française d'acier a baissé de 4,3 % à 17,9 millions de tonnes en 1986 par rapport à 1985.

d'un réseau couvrant moins de 45 % de ses dépenses de fonctionnement.

Budget

Rallonge de 14 milliards de dollars au Japon

La Chambre basse du Parlement japonais a voté, le vendredi 17 juillet, un budget complémentaire de 2 079 milliards de yens (13,77 milliards de dollars) pour l'année 1987.

Aciers spéciaux

M. Reagan prolonge les restrictions à l'importation

Le président Reagan a décidé de prolonger jusqu'en septembre 1989 les restrictions à l'importation d'aciers spéciaux qui venaient à expiration le lundi 20 juillet.

Transports urbains

Hausse de 2,5 % des tarifs

Les tarifs des transports urbains de province peuvent augmenter de 2,5 %, selon un décret publié le 17 juillet au Journal officiel.

CONJONCTURE

3,9 milliards de déficit du commerce extérieur en juin

La balance commerciale de la France a été déficitaire en juin de 3,9 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières et de 3,4 milliards en données brutes.

Sur les six premiers mois de l'année, le déficit s'établit à 19,6 milliards de francs, contre 7,2 milliards pour la même période de 1986.

contre 2,9 milliards le mois précédent (après 1,8 milliard en avril); le déficit énergétique est revenu à 6,5 milliards de francs contre 7,3 milliards en mai et 6,2 milliards en avril; le solde industriel reste négatif (- 1,9 milliard) mais à un niveau moindre qu'en mai (- 3,8 milliards).

Sous la poussée des biens de consommation

Si l'on compare le premier semestre de cette année au premier semestre de 1986 - une durée de six mois est suffisante pour faire ce genre de comparaison - on ne peut manquer de constater que le déficit commercial de la France tient à la faiblesse des exportations.

Le recul des ventes à l'étranger correspond, on le sait, à la faiblesse relative de la demande mondiale qui réalise d'autant plus la France que celle-ci ne dispose pas de créneaux porteurs.

d'hier est l'investissement d'aujourd'hui et les ventes de demain.

Le regard toujours fixé vers l'horizon, le ministre du commerce extérieur n'en continue pas moins de penser que le jour va venir, et cela avant la fin de l'année, où se feront sentir les effets de la politique économique menée depuis quinze mois en faveur des entreprises.

La balance des paiements courants a été déficitaire en mai

La balance des paiements courants (qui, outre les marchandises, comprend les échanges de services) enregistré en mai un déficit de 5 milliards de francs en données corrigées des variations saisonnières.

Faiblesse des exportations et vigueur maintenue des importations: au premier semestre 1987, les achats de biens de consommation ont progressé de 10,3 % par rapport au premier semestre de 1986.

Tendance lourde

La France importe toujours autant mais les exportations redémarreraient si l'on s'en tient aux résultats de juin.

A plus court terme, l'INSEE croit aussi que les exportations seront plus fortes en fin d'année et que les importations se ralentiront, ce qui est la condition même du retour à l'équilibre.

FRANÇOIS SIMON.

SOCIAL

La mort de Gabriel Ventejol

L'homme du compromis sans compromission

Gabriel Ventejol, président du Conseil économique et social jusqu'en avril dernier, est mort, vendredi 17 juillet, à l'âge de soixante-huit ans.

Professionnel, ainsi qu'il l'écrivait avec l'« ancre » Léon Jouhaux, qui le précédait au Conseil économique et social (Jouhaux en sera le premier président, de 1947 à 1954).

avec: cela l'amènera à travailler avec l'« ancre » Léon Jouhaux, qui le précédait au Conseil économique et social (Jouhaux en sera le premier président, de 1947 à 1954).

réels conflictuels, cet autodidacte modeste et compétent, qui connaît bien le sérail, ce syndicaliste tolérant attaché aux valeurs d'un humanisme démocratique, qui avait défendu au sein de sa confédération la ligne traditionnelle, contre les « modérés » et contre les « extrémistes ».

TRANSPORTS

Quatorzième semaine de grève pour les contrôleurs aériens

Les syndicats du personnel de la navigation aérienne (SNCTA, CFDT et CGT) ayant déposé des préavis de grève pour la période s'étendant du lundi 20 au vendredi 24 juillet, tous les matins de 6 h 30 à 10 h, le trafic devrait être perturbé.

de la navigation aérienne destiné à leur donner - en partie - satisfaction sans violer les règles salariales de la fonction publique.

Pendant toute cette semaine, se poursuivra le référendum organisé par les organisations syndicales sur le projet gouvernemental d'agence

Le conflit pourrait rebondir sur le plan disciplinaire. En effet, vingt contrôleurs d'Aix-en-Provence et six techniciens de Béziers ont été défaits devant la commission de discipline pour avoir empêché des vols vers le Salon du Bourget, ou pour avoir empêché un avion d'atterrir.

ÉTRANGER

Selon l'OCDE

La forte croissance de la Turquie est trop dépendante de la demande intérieure

La croissance la plus forte de tous les pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), avec 8 % en 1986, la première baisse du chômage depuis dix ans, un ralentissement de dix points de l'inflation, ramenée à un peu plus de 30 %: ce tableau de bord de l'économie turque dressé par les experts du chateau de la Muette dans leur rapport annuel consacré à ce pays est à bien des égards impressionnant.

Tout en félicitant Ankara pour sa politique de dépréciation progressive de la livre turque et pour la modernisation des hausses de salaire, qui, au total, ont permis au pays d'améliorer sa compétitivité, les auteurs du rapport ne cachent pas leurs préoccupations.

Extrêmement vigoureuse, l'expansion a été totalement due à une forte poussée de la demande intérieure. Les comptes extérieurs du pays ont, eux, pâti d'une insuffisance des investissements dans l'industrie manufacturière et des difficultés dues à la conjoncture internationale.

En revanche, la plus large autonomie accordée aux collectivités locales et aux entreprises nationalisées a abouti à un certain dérapage de l'investissement public, dont les retombées pourraient être dangereuses pour les finances de l'Etat, même si ce dernier a réussi à maintenir à 2 % du produit national brut le déficit budgétaire.

Mais, dans le même temps, les pays producteurs de pétrole de la région qui figurent parmi les principaux clients d'Ankara ont réduit leurs achats comme leurs dépenses touristiques, ou les emplois dont bénéficient les travailleurs émigrés turcs.

Cet impératif sera difficile à observer. L'objectif officiel d'une croissance limitée à 5 % en 1987 a toute chance d'être dépassé, tant le dynamisme de la consommation intérieure est grand. Les marchés à l'exportation de la Turquie s'annoncent peu porteurs, les ventes du pays pourraient ne pas se redresser autant que prévu.

Tous les syndicats sauf la CGT signent une nouvelle « convention de protection sociale » de la sidérurgie

M. Séguin, qui se rendait à Metz, le samedi 18 juillet, pour une réunion de suivi de la « convention de protection sociale » de la sidérurgie (CGPS), qui expire le 31 décembre peut être satisfait: une nouvelle convention a déjà été signée par quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC et CGC) avec l'organisation patronale de la branche, le GESIM (Groupe des entreprises sidérurgiques et minières).

(CFDT, FO et CFTC) souhaitent une simple et pure reconduction de celle-ci. Le GESIM souhaitait une renégociation totale, et notamment une extension des contrats de conversion et un rapprochement - à la baisse - avec le droit commun des autres branches.

puissent conserver leur emploi jusqu'à cinquante ans et ensuite bénéficier des « mesures d'âge »: d'autre part, les plus de quarante-cinq ans en contrat de formation conversion auront deux offres d'emploi au lieu d'une.

Le rendez-vous de 1996

Il a été admis implicitement que le même avantage serait accordé aux moins de quarante-cinq ans pour les « cas difficiles ». Les commissions de suivi parlementaires contrôleront de bout en bout le bon déroulement du système.

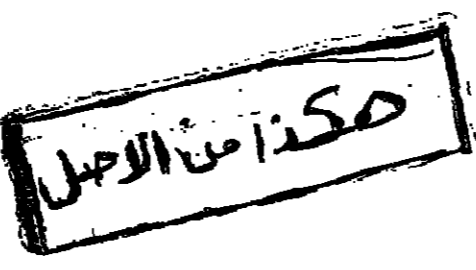
C'est la solution du rendez-vous de 1996 qui a été retenue - sans que les syndicats aient obtenu un an de contrats de conversion, il se fera progressivement pour éviter la sortie de deux « promotions » au même moment, ce qui rendrait problématique le reclassement.

Du 1er janvier 1988 à la fin de 1990, environ 15 000 suppressions d'emplois sont prévues dans la sidérurgie - après 15 000 cette année et 95 000 de 1979 à la fin 1986. Dix mille pourraient se faire par les mesures d'âge (départs anticipés en préretraite).

Les négociations pour la nouvelle convention avaient commencé dès février dernier. Les enjeux étaient le maintien du système des mutations et surtout des « mesures d'âge » spécifiques en faveur de la sidérurgie, permettant des départs avec dispense d'activité à partir de cinquante ans, et des contrats de formation de conversion, accordés jusqu'à présent aux salariés de moins de quarante-cinq ans.

Ce sont ces principes qui ont servi de base à la nouvelle convention. Certaines innovations ont été introduites, comme l'extension des contrats de conversion aux plus de quarante-cinq ans, qui jusque-là étaient pas concernés. Toutefois, deux améliorations ont été apportées: il a été accepté que les salariés âgés de plus de quarante-sept ans

Une deuxième question était en suspens: le passage pour les derniers partants de 70 % à 65 % du salaire, cette réduction concernant les salariés mis en dispense d'activité après le 1er avril 1990 et atteignant cinquante-huit ans en 1988. La CFTC, notamment, souhaitait que cette réduction soit progressive, tandis que FO proposait plutôt de prévoir une rencontre entre les partenaires fin 1990 pour faire le point: elle suggérait que la différence (5 %) soit prise en charge par les entreprises sidérurgiques, qui doivent à cette date avoir rétabli leur situation financière.



Economie

AFFAIRES

Les Etats-Unis provoquent une crise financière à l'Organisation de l'aviation civile internationale

MONTRÉAL

de notre correspondant

Les élus du Congrès américain, prompts à voir dans chaque organisme international un nouveau dessein...

Ce sont pourtant bien les Etats-Unis qui sont en grande partie responsables de la crise financière qui traverse, depuis le début de l'année, l'organisation chargée de fixer les normes et règlements internationaux en matière d'aviation civile.

Résultat: après avoir adopté un plan d'austérité au printemps dernier, l'OACI fonctionne actuelle-

ment sur son fonds de roulement. Certains contributeurs importants comme la France, la Grande-Bretagne, le Japon et le Canada ont versé leur dû suffisamment tôt, en début d'année, soulignant-on au siège de l'organisation.

Si les Etats-Unis ne remplissent pas leur engagement, c'est que l'amendement dit « Kassebaum », du nom de la représentante du Kansas au Sénat américain, qui a présenté ce texte, n'a fait aucune distinction entre l'ONU et ses agences affiliées.

Au 31 décembre dernier, les actifs des contributions dues à l'OACI s'élevaient à 8,6 millions de dollars dont 3,5 millions pour les Etats-Unis, et le reste partagé entre les pays les plus pauvres autorisés à effectuer leurs paiements en plusieurs versements.

MARTINE JACOT.

La réunion du COCOM

Le Japon promet de mieux surveiller ses exportations vers les pays communistes

La réunion à haut niveau du COCOM (Comité de coordination pour le contrôle des exportations), organisme occidental informel qui réglemente les ventes de technologies sensibles vers les pays communistes, tenue les 15 et 16 juillet à Paris pour définir la politique à suivre dans l'année à venir, a eu pour thème de fond l'affaire Toshiba.

Les Japonais, considérés comme le « maillon faible » du COCOM, ont fait amende honorable - tout comme les Norvégiens, impliqués dans l'affaire Toshiba. Le Japon se serait engagé auprès des Américains à renforcer les contrôles sur ses exportations de produits sensibles à destination des pays de l'Est, apprend-on à Washington.

Le ministre japonais du commerce international et de l'industrie (MITI) aurait même proposé aux Etats-Unis de construire en commun des hélices sous-marines selon la technologie Toshiba pour laquelle cette firme est bien responsable de « fuites » en faveur de l'URSS.

En revanche, la Grande-Bretagne et la RFA ont prévu de proposer en commun, lors de prochaines réunions du COCOM à l'automne, une réduction de la « liste noire » des produits sensibles que les pays occidentaux s'interdisent officiellement de vendre aux pays de l'Est.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

BP France investira 1 milliard de francs dans l'essence sans plomb

BP France prépare l'entrée en vigueur, en 1989, de la réglementation européenne sur le carburant sans plomb. La société va investir 1 milliard de francs dans sa raffinerie de Lavéra, dans les Bouches-du-Rhône.

Townsend Thoresen change de nom

Pour faire oublier la catastrophe qui a provoqué la mort d'environ deux cents personnes dans le naufrage de son ferry, Herald of Free Enterprise, le 6 mars dernier à Zeebrugge, l'armement anglais Townsend Thoresen a décidé de changer de nom.

Les grues Potain rachetées par la société Legris

La société en commandite simple P.J. Legris a annoncé, le 16 juillet, avoir pris le contrôle de Potain (1 milliard de francs de chiffre d'affaires, 1500 salariés), spécialiste des grues de bâtiment, basé dans la région lyonnaise, en rachetant notamment les 49,5 % du capital détenus par la C2P, holding commune au Crédit lyonnais et à la Société générale.

Les P et T cherchent un second opérateur dans le radiotéléphone

Les P et T lançant un appel aux candidatures, dans un avis publié par le Journal officiel du 17 juillet, pour le développement et l'exploitation d'un réseau radiotéléphonique. Cet avis donne le coup d'envoi à la compétition pour la désignation d'un concurrent de la direction générale des télécommunications.

Succès pour la privatisation des aéroports britanniques

L'offre publique de vente de British Airports Authority (BAA), qui gère les sept plus grands aéroports de Grande-Bretagne, a été soumise au-delà de son montant. Il était prévu de vendre 500 millions d'actions, dont la moitié au prix de 2,45 livres l'unité.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 13 au 17 juillet

Du plomb dans l'« L »

TROIS séances seulement cette semaine, en raison des deux jours chômés observés rue Vivienne pour célébrer, bien sûr, la prise de la Bastille, mais aussi pour procéder à de nouveaux travaux d'aménagements.

Devant les « déplorables » conditions de travail qui leur étaient offertes, les commis décidèrent, mercredi à la réouverture, de rester les bras croisés. Et l'on a pu ainsi assister à un phénomène exceptionnel: la Bourse fonctionnant au ralenti de son marché continu électronique dans le plus complet silence.

De surcroît, si la baisse de jeudi (- 0,94 %) fut en fait justifiée avec le glissement du dollar, elle ne l'était plus, en revanche, à la veille du week-end, avec un billet vert redevenu brillant, les succès de Wall Street et la baisse des taux, technique certes mais plutôt encourageante.

Même si la disparition de la corbeille n'a pas été étrangère à la tristesse ambiante, au point que les regards ne parvenaient pas à se détacher de cette tâche blanche, dernier témoignage d'un passé révolu, il est difficile de lui imputer la responsabilité du fléchissement des cours.

Les langueurs estivales? Vraisemblable. Même les « gourous » étaient fatigués cette semaine. Mais, les courants d'affaires ont aussi considérablement diminué. Si l'on soustrait les gros blocs de titres échangés sur Alcatel (845 millions de francs le 15 juillet), CFAO

(1,15 milliard de francs par moitié les 15 et 16 juillet) et Société générale (483 millions de francs également en deux fois), la moyenne journalière des transactions n'a pas excédé 1 milliard de francs. Et la faiblesse des échanges est toujours générale d'effritement.

Et puis il y est aussi la rupture des relations diplomatiques avec l'Iran. Pour parler franc, ce type de problème n'entre pas dans le champ des préoccupations du marché.

Mais les retombées possibles sur la libre circulation, déjà perturbée, des pétroliers dans le golfe Persique ont incliné plus d'un investisseur à s'interroger. Surtout des rumeurs ont circulé de nouveau, pour s'amplifier en fin de semaine, sur les très mauvais résultats du commerce extérieur de la France en juin.

« Y'en a marre », tonait un agent de change. « Qu'on cesse de faire de la fixation avec la balance commerciale, en déficit parce que les industriels achètent des machines-outils en Allemagne. Les invisibles s'accroissent et la balance des paiements est bien équilibrée... »

Tout cela est sans doute vrai. Mais personne n'empêchera jamais la Bourse de porter un jugement, même sur d'anciens clichés. Dans l'enceinte de l'ancienne corbeille, transformée en classe d'école primaire pour satisfaire très vite, en attendant mieux, aux exigences du personnel, quelques-uns évoquaient par-dessus le marché les petites phrases du chef de l'Etat dans l'interview accordée à TF 1 à propos notamment de l'économie, qui avait « de temps à autre des accès de faiblesse ».

« Il faut (y) apporter des remèdes. Le président Mitterrand juge nécessaire de « multiplier les investissements » et « pour cela, il faut prendre, le cas échéant, des mesures fiscales ». Il reprend à son compte cette idée développée par certains socialistes, mais surtout réclamée par les barreaux. Histoire d'aviver les discussions dans la majorité. Sans prendre grand risque de se tromper, on peut prédire que le facteur électoral va de plus en plus empocher l'atmosphère rue Vivienne, ce qui n'empêchera pas de temps à autre un air plus pur de passer sous les colonnes. Par deux fois, la reprise d'été a déjà avorté. La troisième sera peut-être la bonne.

ANDRÉ DESSOT.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Table with 4 columns: Valeurs, Hausse %, Valeurs, Baisse %

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

Table with 4 columns: Valeurs, Nbre de titres, Val. en cap. (F)

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with 4 columns: Or fin (livre au baril), Cours 10 juil., Cours 17 juil.

BONS DU TRÉSOR

Table with 5 columns: Echéances, Plaf. ant., Plaf. post., Cours compt., Variation (jou/feuille) en pts

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 17 juillet 1987

Table with 5 columns: COURS, Sept. 87, Déc. 87, Mars 88, Juin 88

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Table with 6 columns: RM, Comptant, R. et obl., Actions, Total

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1986)

Table with 2 columns: Indices, Valeurs

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Table with 2 columns: Tendances, Indices

ipesup sciences-po 1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC

Le Monde sur minitel VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Wall Street a retrouvé sa grande forme la semaine passée dans une atmosphère active.

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, le principal baromètre de la grande Bourse new-yorkaise, a passé la barre historique des 2 500 points et bat, à quatre reprises consécutives, un record absolu.

Le Dow Jones a clôturé la semaine à 2 510,04, 54,05 points au-dessus de son niveau du vendredi précédent (2 455,99).

Après avoir accusé une petite baisse lundi, Wall Street a retrouvé son souffle dès mardi.

Judi et vendredi, Wall Street reprenait son envol, porté par la fermeté retrouvée du dollar, une détente sur les taux d'intérêt et les très bons résultats financiers trimestriels annoncés chaque jour par l'ensemble des entreprises américaines.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours 10 juil., Cours 17 juil.

LONDRES

Déjà par les OPA

Le Stock Exchange a vu cette semaine le record en record, avant d'enregistrer une vague de prises de bénéfices à la veille du week-end.

Indice Financial Times du 17 juillet: industrielles, 1916,9 (contre 1868,8 le 10 juillet); mines d'or, 429,7 (contre 407,4); fonds d'Etat, 91,20 (contre 90,55).

Table with 3 columns: Valeurs, Cours 10 juil., Cours 17 juil.

(\*) En dollars.

FRANCFORT

La remontée du dollar a redonné du tonus aux actions ouest-allemandes qui ont gagné en moyenne cette semaine 3 %.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours 10 juil., Cours 17 juil.

TOKYO

La hausse du dollar et la dépréciation du marché obligataire ont pesé sur les cours à la Bourse de Tokyo, qui a enregistré sa cinquième semaine consécutive de baisse.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours 10 juil., Cours 17 juil.

